

# Le théâtre de L'Escapade d'Hénin-Beaumont est en danger !

## *Défendons nos outils de travail face au Rassemblement National*

La fin de saison 2024/2025 du théâtre de l'Escapade à Hénin-Beaumont aura-t-elle lieu ?

Le 25 septembre dernier, des travailleur.euses des compagnies programmées, ont pris la parole [cf. vidéo ci-dessous diffusé sur X-Twitter] lors du lancement de saison. En effet après des mois de pressions de la municipalité Rassemblement national (RN) et le départ de plusieurs salarié.es durant l'été, nous ne pouvions que constater l'impossibilité technique et artistique de se produire à l'Escapade.

□ *Action des intermittent•es en lutte au théâtre de l'Escapade à Hénin-Beaumont, lors de la soirée de présentation de la nouvelle saison.*

*Les militant•es présent•es dénoncent les pressions de la mairie RN menaçant l'existence du lieu.*  
[pic.twitter.com/fYFDiRzHzb](https://pic.twitter.com/fYFDiRzHzb)

– Louise Bihan (@journalouise) [September 25, 2024](#)

Afin d'obtenir des réponses sur la capacité de l'association à maintenir cette saison dans de bonnes conditions de travail, nous demandons le retour du directeur actuellement en arrêt maladie et nous nous étions engagés pour la sauvegarde de ce

lieu de Culture.

En effet, depuis plusieurs années des salarié·es du théâtre subissent contraintes et menaces de la municipalité RN. Pour exemple, en 2023 déjà, la programmatrice jeune public avait été brusquement mutée. Cet été, c'est le régisseur qui a claqué la porte. Dans l'incapacité d'exercer sa mission et en souffrance au travail, le directeur est à l'arrêt depuis le mois d'août. Les employé·es restants étaient donc en sous-effectif pour pouvoir organiser la saison artistique.

Mais ça n'est pas tout. En janvier 2024, le président de l'association de l'Escapade a signé une nouvelle convention avec le maire sans l'aval du conseil d'administration et du directeur. Elle prévoit notamment « la possibilité de réaffecter le lieu à un usage culturel sous gestion municipale » sous préavis de 60 jours ou d'utiliser la salle au dépend de la programmation artistique. Ce que nous avons toujours dénoncé ! C'est pourquoi depuis septembre nous nous sommes mobilisé·es à travers des grèves, prises de parole publics après les représentations et des rassemblements. C'est pourquoi depuis septembre tous les salarié.e.s des équipes artistiques programmées travaillent collectivement pour vous alerter de la situation. Cette lutte exemplaire, est soutenue et il faut le souligner, par l'ensemble des organisations professionnelles du spectacle vivant subventionné régionalement et nationalement et par de nombreux autres soutiens associatifs, syndicaux et politiques.

Cette lutte exemplaire à fait le tour des médias nationaux car elle est le symbole même d'une maltraitance institutionnelle. Ces pressions sont pour nous le fruit d'une volonté politique de la mairie : mettre la main sur ce lieu de culture !

Et c'est désormais chose faite. Le 25 novembre la mairie à confirmer qu'elle ne prolongerait pas la convention actuelle. Et demande à l'association de vider les lieux le 23 janvier 2025.

Cette situation est dramatique pour les salarié·es de l'association, mais elle impacte également l'ensemble des équipes artistiques accueillies pendant la saison. Elle met en danger de nombreux·ses salarié·es, permanent·es et intermittent·es, qui font vivre ce lieu dans un contexte déjà marqué par les coupes budgétaires de l'État et le désengagement des collectivités territoriales.

C'est un désastre social et culturel notamment pour le public habitué à la programmation de l'Escapade. Comment peut-on faire une telle annonce sans prendre en compte les salarié·es de l'association ?

Comment peut-on faire une telle annonce sans prendre en compte l'impact sur tout un secteur professionnel ?

Pourquoi avoir refusé le dialogue ? Pourquoi ne pas au moins négocier un protocole de sortie ?

En s'attaquant à l'Escapade, la municipalité RN met en péril l'emploi, la diversité artistique et la richesse des créations et des rencontres qu'elles provoquent sur l'ensemble du territoire. Elle fait fi des conditions de travail des équipes artistiques et des conditions d'accueil du public.

Pourquoi cet acharnement ? Pourquoi vouloir faire disparaître l'Escapade ?

Depuis 1969, l'Escapade propose une programmation populaire et exigeante dans un territoire marqué par des difficultés économiques et sociales. Loin d'une culture marchande, ce théâtre favorise le débat démocratique et le partage poétique et artistique qui fondent notre humanité. L'Escapade remplit une mission de service public. Le théâtre a toujours privilégié le travail de proximité avec les habitants, auprès des enfants, des centres sociaux, des personnes précaires... Il est, par ailleurs, un soutien exemplaire aux artistes régionaux avec de nombreuses résidences et un accompagnement à la création.

Des valeurs qui ne plaisent pas au maire RN, Steeve Briois, qui dénonçait, dès 2007, les « navets et la daube gauchiste de l'Escapade, haut lieu de l'inculture et de la propagande anti-raciste ». Mais au-delà de la figure de Briois, cette mise au pas de la culture témoigne des méthodes autoritaires de l'extrême droite : pressions, manipulations ...

Face à cette situation, nous exigeons donc dès maintenant :

- Le prolongement immédiat d'une convention qui garantit la liberté de l'association dans sa gestion artistique du lieu ;
- Le maintien des financements de l'association.

Ces dérives autoritaires ne sont pas des cas isolés. Nous affirmons ici par exemple notre soutien à la compagnie OKKIO elle aussi poussé vers la sortie par un une commune RN dans le Vaucluse après 12 ans de présence artistique. Dans ce combat contre la récupération de nos outils de travail et pour la diversité de création, nous avons besoin du soutien de toute la profession et du public. C'est pourquoi nous vous invitons à signer cette pétition et la diffuser largement. D'autres mobilisations suivront et nous allons avoir besoin de faire nombre.

Partout où les salarié·es de la Culture et nos outils de travail seront attaqués, nous répliquerons.

**Pétition :** <https://chng.it/cWWbhyVn7s>

**LES SIGNATAIRES :**

**Fédération Nationale des Syndicats du Spectacle, du Cinéma, de l'Audiovisuel et de l'Action Culturelle CGT – CGT Spectacle  
FNAR – Fédération nationale des Arts de la rue  
SN3M-FO – Syndicat National des Musiciens et du Monde de la Musique**

**LES FORCES MUSICALES – Syndicat professionnel des Opéras,**

Orchestres et Festivals lyriques –

**PROFEDIM** – Syndicat professionnel des Producteurs, Festivals, Ensembles, Diffuseurs Indépendants de Musique

**SCC** – Syndicat des Cirques et Compagnies de Création

**SFA CGT** – Syndicat Français des Artistes-interprètes

**SNAM CGT** – Union Nationale des Syndicats d'Artistes Musiciens (Enseignants et Interprètes) de France CGT

**SNLA – FO** – Syndicat National Libre des Artistes Force Ouvrière

**SNMS CGT** – Syndicat National des Metteuses et Metteurs en Scène

**SNSP** – Syndicat National des Scènes publiques

**SMA** – Syndicat des Musiques Actuelles

**SUD Culture** – Syndicat « Solidaires, Unitaires et Démocratiques » de la Culture

**SYNAVI** – Syndicat National des Arts Vivants

**SYNDEAC** – Syndicat national des entreprises artistiques et culturelles

**SYNPTAC CGT** – Syndicat National des Professionnel·le·s du Théâtre et des Activités Culturelles

